



Caen



Quotidien Ouest-France du 11 octobre 2022



685 mots

# Des étudiants toujours en peine de logement à Caen

**Vous faites l'actu.** Depuis la rentrée, un certain nombre d'étudiants cherchent encore un logement à Caen, dans un contexte de tension immobilière. La situation se montre peu propice aux études.

## Témoignages

« **Cette année, c'est compliqué. Beaucoup cherchent encore...** » souffle Joséphine Albertini. Étudiante en M1 Sciences politiques à l'université de Caen, elle a bien cru ne jamais trouver de logement. Fin août, l'Ornaise apprend qu'elle est prise pour ce cursus. « **C'était au dernier moment, une semaine avant le début des cours.** »

## Face aux frais, les particuliers préférés aux agences

Joséphine comprend très vite que trouver un appartement ne sera pas chose facile en si peu de temps. Après du Crous (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires), plus rien. Les agences immobilières ? Pas mieux, et de toute façon trop onéreuses. « **On ne peut pas, quand on est étudiant, se permettre de payer les frais d'agence, les frais de dossier, l'état des lieux...** »

Elle se tourne vers les particuliers et se met à chercher une colocation, mais même là, les loyers atteignent des coûts dignes d'un T1. « **J'en ai vu à 500 €, et dans des états tels que j'aurais honte de les mettre en location à leur place, mais des étudiants n'ont pas le choix, et les propriétaires en profitent.** »

## Un mois à se partager un lit une place

Face à ces difficultés, Joséphine et son petit ami ont décidé de chercher ensemble pour avoir un plus gros budget et, *a fortiori*, plus de chances... S'ils ont fini par trouver début octobre, « **il a fallu passer un mois à se partager un lit dans sa colocation. On ne pouvait pas dormir à deux dessus, l'un de nous devait dormir sur un matelas par terre.** »

D'autres se retrouvent sans domicile fixe, à ne pas savoir où dormir d'un jour à l'autre. Étudiant algérien, Fawzi Chérifi est arrivé fin septembre pour poursuivre ses études de droits à Caen. Entre le Crous et les particuliers, le juriste en devenir a déjà fait une dizaine de demandes... sans réponse.

« Je me demande si je ne vais pas laisser tomber »

En attendant, Fawzi navigue à vue. « **Au moment où il faut se concentrer sur les études, je dois bouger d'un hébergement à l'autre**, désespère l'étudiant. **Au départ, j'ai pris trois nuits à l'hôtel, mais à 45 € la nuit, c'est intenable.** » Pour le moment, il a trouvé un canapé chez un ami, mais à Paris. « **Je dois suivre les cours à distance et ce n'est pas facile.** »

Les étudiants étrangers comme Fawzi se retrouvent confrontés à la difficulté de l'obtention des aides sociales. Sans carte de séjour, impossible d'en obtenir ou même de trouver un travail. Avant de l'avoir, il devra attendre trois à quatre mois. « **Je ne peux pas rester aussi longtemps chez mon ami, il a sa vie. Mais je me demande si je ne vais pas devoir laisser tomber et rentrer en Algérie.** »

« Rien qu'à l'accent, ils sentent que je suis étranger »

Et même avec un titre de séjour, la discrimination entre en jeu. C'est le cas d'Ibrahima Diallo, Guinéen venu en France en 2018 pour des études de droit. À Dijon (Côte-d'Or) depuis quatre ans, l'étudiant a dû venir à Caen pour un master en droit des assurances. « **Jusqu'ici, j'étais en résidence étudiante. Mais ici, il n'y avait plus de place.** »

Alors il se tourne vers les particuliers et la tâche se complique, malgré un garant, une déclaration d'impôt « **car j'ai toujours travaillé** », mis de l'argent de côté... « **Mais rien qu'à l'accent, ils sentent que je suis étranger, et ça bloque.** »

Pour l'heure, Ibrahima passe par Airbnb. Une solution onéreuse (plus de 600 € en septembre) et qui ne le rend pas éligible aux APL. « **Tout ça joue sur le moral, les particuliers ne me font pas confiance. C'est une discrimination fondée sur des *a priori*, mais je ne suis pas comme ils l'imaginent.** »

Dorian LE JEUNE.



Ibrahima Diallo peine à trouver un logement depuis le 2 septembre. En attendant, il doit passer par la plateforme Airbnb, plus onéreuse, et qui ne lui permet pas d'avoir accès aux APL. Ouest-France